



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général aux  
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 52-2023-06-00076 DU 08 JUIN 2023**

portant mise en demeure de la société  
**MOUZON ENERGIES,**  
pour ses installations situées sur le territoire de la commune de  
**SOMMERÉCOURT**

La Préfète de la Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, Livre I<sup>er</sup> - partie réglementaire et partie législative - Titre VII relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1 ;

**VU** la preuve de dépôt n°A-8-S0Z2S57G5 de la déclaration pour la rubrique ICPE 2781-1.c, réalisée le 27 février 2018 par la société MOUZON ENERGIES pour ses installations sises sur la commune de SOMMERÉCOURT ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 14 mars 2023, suite à une visite d'inspection effectuée le 22 février 2023, et notamment le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en recommandé le 3 mai 2023 avec accusé de réception daté du 6 mai 2023, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** le dossier de demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2781-1.b de la nomenclature des ICPE déposé par l'exploitant en date du 08 juin 2021 ;

**VU** l'absence de remarques sur le projet d'arrêté préfectoral lors de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement prévoit que les installations de méthanisation visées par la rubrique 2781-1 dont la quantité de matières traitées journalièrement est supérieure ou égale à 30 t et inférieure à 100 t sont soumises au régime de l'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** que le jour de la visite d'inspection susvisée, l'exploitant a déclaré injecter dans son process 90 t/j d'intrants depuis le dépôt de son dossier de demande d'enregistrement daté du 08 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que la moyenne annuelle des quantités injectées dans le process par l'exploitant est de 90 t/j ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation fonctionne par conséquent sous le régime de l'enregistrement sans l'arrêté préfectoral d'enregistrement requis ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-7 du code de l'environnement dispose :

*« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. [...] » ;*

**CONSIDÉRANT** qu'il convient par conséquent de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de ses installations ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.512-8 du code de l'environnement dispose :

*« [...] la déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L.214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. [...] » ;*

**CONSIDÉRANT** que le jour de la visite d'inspection susvisée, il a été constaté que l'installation présentait un déversoir d'orage en aval hydraulique de ses plateformes de stockage, qui conduit à un rejet d'eaux pluviales dans le milieu naturel, par ruissellement le long d'un talus longeant l'installation puis infiltration dans le fossé qui le borde ;

**CONSIDÉRANT** que la surface du bassin versant dont les écoulements sont interceptés par ce déversoir est *a minima* égale à celle des plateformes de stockage, déclarée comme étant de 1,5 ha dans le dossier de demande d'enregistrement déposé par l'exploitant en 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que les installations relèvent par conséquent du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA établie dans l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la déclaration réalisée par l'exploitant le 27 février 2018 ne fait pas mention de cette rubrique 2.1.5.0 ;

**CONSIDÉRANT** que le paragraphe 2.5.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 dispose :

*« L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation. [...] » ;*

**CONSIDÉRANT** que le jour de la visite d'inspection susvisée, il a été constaté que le site disposait d'un portail mais n'était pas clôturé ;

**CONSIDÉRANT** que le paragraphe 3.7.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 dispose :

*« L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz. A cet effet : [...] les produits odorants sont stockés en milieu confiné (réceptacles, silos, bâtiments fermés ...). » ;*

**CONSIDÉRANT** que le jour de la visite d'inspection susvisée, il a été constaté que la fosse recueillant les jus produits par les divers stockages n'était pas couverte ;

**CONSIDÉRANT** que ces jus sont odorants ;

**CONSIDÉRANT** que le paragraphe 4.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 dispose :

*« Le matériel implanté dans les zones pouvant présenter un risque d'explosion, identifiées conformément aux dispositions de l'article 4.1, est conforme aux prescriptions du « décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risque ». Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur.*

*Les gaines et chemins de câbles électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. » ;*

**CONSIDÉRANT** que le jour de la visite d'inspection susvisée, il a été constaté la présence de voitures et d'une caravane dans une des zones ATEX identifiées dans le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant en 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que le paragraphe 5.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 dispose :

*« [...] L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. [...] En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. [...] » ;*

**CONSIDÉRANT** que le jour de la visite d'inspection susvisée, il a été constaté que l'exploitant ne disposait pas de système permettant la récupération de ses eaux en cas d'incendie, à moins que ce dernier ne survienne sur les plateformes accueillant les différents stockages d'intrants et de digestats solides ;

**CONSIDÉRANT** que le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré avoir eu un incendie sur un engin quelques semaines auparavant et n'avoir pas collecté les eaux d'extinction utilisées par les pompiers ;

**CONSIDÉRANT** que le paragraphe 5.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 dispose :

*« Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduares dans une nappe souterraine est interdit. » ;*

**CONSIDÉRANT** que le jour de la visite d'inspection susvisée, il a été constaté la présence de plusieurs points de rejet d'eaux résiduares, issues notamment de jus de digestat solide et de lixiviation de mâchefers, dans un talus longeant l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que ces eaux résiduares sont infiltrées dans un fossé après ruissellement sur ce talus ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose :

*« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...] » ;*

**CONSIDÉRANT** qu'il convient par conséquent de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité avec les prescriptions visées ci-dessus ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 : Objet de la mise en demeure de régulariser ses installations**

La société MOUZON ENERGIES, sise sur le territoire de la commune de VAUDRECOURT, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de ses installations situées sur la commune de SOMMERÉCOURT vis-à-vis des rubriques et dans les délais listés ci-dessous :

- rubrique 2781-1 de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement, sous 9 mois ;
- rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA établie dans l'article R.214-1 du code de l'environnement, sous 9 mois.

### **Article 2 : Objet de la mise en demeure de respecter les prescriptions**

La société MOUZON ENERGIES, sise sur le territoire de la commune de VAUDRECOURT, est mise en demeure, pour ses installations situées sur la commune de SOMMERÉCOURT, de respecter les prescriptions incluses dans les références réglementaires listées dans le tableau ci-dessous, dans les délais associés :

Référence réglementaire	Délai
Arrêté Ministériel du 10/11/2009, paragraphe 2.5.1 de l'annexe I	3 mois
Arrêté Ministériel du 10/11/2009, paragraphe 3.7.1 de l'annexe I, concernant la couverture du stockage de jus d'intrants et de digestat	3 mois
Arrêté Ministériel du 10/11/2009, paragraphe 4.4 de l'annexe I	1 jour
Arrêté Ministériel du 10/11/2009, paragraphe 5.3 de l'annexe I	6 mois
Arrêté Ministériel du 10/11/2009, paragraphe 5.6 de l'annexe I	1 jour

### Article 3 : Suites administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à Monsieur le président de la société MOUZON ENERGIES sise sur la commune de VAUDRECOURT.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à CHAUMONT, le **08 JUIN 2023**

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

Maxence DEN HEIJER

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.